

ASSOCIATION
« MISSION LOCALE HENIN CARVIN »

183, avenue des Fusillés
62110 HENIN BEAUMONT

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Exercice clos le 31 décembre 2024

<Dossier comportant 23 pages y compris
page de garde, intercalaires et annexes>

-----o-----

Exemplaire destiné à :

Monsieur MACIEJASZ Daniel

S O M M A I R E

- **Rapport SUR LES COMPTES ANNUELS**
- **Rapport SPECIAL**
- **BILAN et ANNEXE comptable**

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Mesdames, Messieurs, les membres de l'Association,

MISSION LOCALE HENIN CARVIN
183, avenue des Fusillés
62110 HENIN BEAUMONT

I- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

II- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

A.G

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV-Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et sur les comptes annuels de l'Association.

A.G

V-Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI-Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

A.G

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fonds associatifs	2 069 764 €
TOTAL bilan	3 601 964 €
EXCEDENT net comptable	319 323 €

Saint Martin Boulogne, le 30 mai 2025

Adeline GRESSIER
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale des Hauts de France



RAPPORT SPECIAL
du Commissaire aux Comptes sur les
Conventions Réglementées

**RAPPORT SPECIAL du Commissaire
aux Comptes sur les Conventions
Réglementées**

Exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

-----o-----

Mesdames, Messieurs, les membres de l'Association,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article R. 612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions prévues à l'article L. 612-5 du Code de Commerce. Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Nous vous informons qu'il nous a été donné avis des conventions ci-après visées à l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

CONVENTION PREMIERE

La commune de LEFOREST a mis à la disposition de votre Association des locaux valorisés à 6 775 € sous forme de charges supplétives.

Membre concerné : Monsieur Christian MUSIAL, Maire de LEFOREST.

A.G

CONVENTION DEUXIEME

La commune de MONTIGNY EN GOHELLE a mis à la disposition de votre Association des locaux valorisés à 871 € sous forme de charges supplétives.

Membre concerné : Monsieur Marcello DELLA FRANCA, Maire de MONTIGNY EN GOHELLE.

CONVENTION TROISIEME

La commune de ROUVROY a mis à la disposition de votre Association des locaux valorisés à 9 568 € sous forme de charges supplétives.

Membre concerné : Madame Valérie CUVILLIER, Maire de ROUVROY.

Saint Martin Boulogne, le 30 mai 2025

Adeline GRESSIER
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale des Hauts de France



**BILAN ET ANNEXE COMPTABLE
AU 31 décembre 2024**

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains	17 275		17 275	17 275	
Constructions	959 620	334 120	625 500	670 682	- 45 182
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 399	5 399			
Autres immobilisations corporelles	367 727	250 105	117 622	131 747	- 14 125
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	6 207		6 207	6 207	
TOTAL (I)	1 356 228	589 624	766 604	825 910	- 59 306
Stocks en cours					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances usagers et comptes rattachés	489 629	12 619	477 010	510 496	- 33 486
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	100		100	6 297	- 6 197
. Personnel	1		1		1
. Organismes sociaux	1 680		1 680	1 640	40
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires					
. Autres	11 980		11 980	13 009	- 1 029
Valeurs mobilières de placement	50 750		50 750	50 750	
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	2 236 426		2 236 426	1 856 433	379 993
Charges constatées d'avance	57 414		57 414	45 032	12 382
TOTAL (II)	2 847 979	12 619	2 835 360	2 483 656	351 704
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	4 204 207	602 243	3 601 964	3 309 566	292 398

Bilan association(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds associatifs et réserves			
Fonds propres			
. Fonds associatifs sans droit de reprise	439 546	439 546	
. Ecart de réévaluation			
. Réserves	90 000	57 000	33 000
. Report à nouveau	1 218 274	1 035 608	182 666
. Résultat de l'exercice	319 323	215 665	103 658
Autres fonds associatifs			
. Fonds associatifs avec droit de reprise			
. Apports			
. Legs et donations			
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
. Ecart de réévaluation			
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	2 621	2 247	374
. Provisions réglementées			
. Droits des propriétaires (commodat)			
TOTAL (I)	2 069 764	1 750 067	319 697
Provisions pour risques et charges	163 373	219 485	- 56 112
TOTAL (II)	163 373	219 485	- 56 112
Fonds dédiés			
. Sur subventions de fonctionnement	935 707	861 119	74 588
. Sur autres ressources			
TOTAL (III)	935 707	861 119	74 588
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Fournisseurs et comptes rattachés	45 249	77 568	- 32 319
Autres	336 109	349 327	- 13 218
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	51 762	52 000	- 238
TOTAL (IV)	433 120	478 895	- 45 775
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	3 601 964	3 309 566	292 398
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation	%
	France	Exportations	Total	Total		
Produits d'exploitation						
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services						
Montants nets produits d'expl.						
Autres produits d'exploitation						
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation			2 635 871	2 461 762	174 109	7,07
Cotisations						
Autres produits			683	104	579	556,73
Reprise de provisions						
Transfert de charges			51 490	75 165	- 23 675	-31,50
Sous-total des autres produits d'exploitation			3 120 497	3 113 511	6 986	0,22
Total des produits d'exploitation (I)			3 120 497	3 113 511	6 986	0,22
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Excédent transféré (II)						
Produits financiers						
De participations						
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif						
Autres intérêts et produits assimilés			4 263	3 566	697	19,55
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (III)			4 263	3 566	697	19,55
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion				24	- 24	-100
Sur opérations en capital			632	436	196	44,95
Reprises sur provisions et transferts de charges			56 112		56 112	N/S
Total des produits exceptionnels (IV)			56 744	460	56 284	N/S
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			3 181 505	3 117 537	63 968	2,05
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			432 453	576 480	- 144 027	-24,98
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT						
TOTAL GENERAL			3 181 505	3 117 537	63 968	2,05

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements				
Autres achats non stockés	58 996	78 087	- 19 091	-24,45
Services extérieurs	173 580	197 863	- 24 283	-12,27
Autres services extérieurs	253 892	282 526	- 28 634	-10,13
Impôts, taxes et versements assimilés	130 761	132 890	- 2 129	-1,60
Salaires et traitements	1 142 129	1 143 184	- 1 055	-0,09
Charges sociales	452 963	472 153	- 19 190	-4,06
Autres charges de personnels	8 518	7 021	1 497	21,32
Subventions accordées par l'association				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
. Sur Immobilisations : dotation aux amortissements	91 669	80 439	11 230	13,96
. Sur Immobilisations : dotation aux dépréciations				
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations	12 619		12 619	N/S
. Pour risques et charges : dotation aux provisions		40 393	- 40 393	-100
Autres charges	0	1	- 1	-100
Total des charges d'exploitation (I)	2 832 168	2 867 009	- 34 841	-1,22
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Déficit transféré (II)				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (III)				
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	27 114	34 862	- 7 748	-22,22
Sur opérations en capital	2 900		2 900	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (IV)	30 014	34 862	- 4 848	-13,91
Participation des salariés aux résultats (V)				
Impôts sur les sociétés (VI)				
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	2 862 182	2 901 871	- 39 689	-1,37
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	507 041	432 453	74 588	17,25
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	319 323	216 665	103 658	48,08
TOTAL GENERAL	3 181 505	3 117 537	63 968	2,06
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Bénévolat				
. Prestations en nature	17 214	17 489	- 275	-1,57
. Dons en nature				
Total	17 214	17 489	- 275	-1,57
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services	17 214	17 489	- 275	-1,57
. Prestations				

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
. Personnel bénévole				
Total	17 214	17 489	- 275	-1,57

Annexes Associations 2025 (suite)**NOTES SUR LE BILAN PASSIF****Fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	344 722				344 722
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	57 000	40 967		7 967	90 000
Dont générosité du public					
Report à nouveau	1 035 608	174 698	7 967		1 218 274
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	215 665		103 658		319 323
Dont générosité du public					
Situation nette	1 652 996	215 665	111 625	7 967	1 972 319
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	2 247		1 054	680	2 621
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	1 655 242	215 665	112 679	8 647	1 974 940
TOTAL dont générosité du public					

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	45 249	45 249		
Dettes fiscales et sociales	336 109	336 109		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	51 762	51 762		
TOTAL	433 120	433 120		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	4 318
Dettes fiscales et sociales	201 952
Autres dettes	
TOTAL	206 270

Annexes Associations 2025 (suite)**AUTRES INFORMATIONS*****Nature et évaluation des contributions volontaires***

Au cours de l'exercice, la Mission Locale a bénéficié d'apports en nature sous la forme d'une mise à disposition gratuite de biens :

- Locaux antenne de Rouvroy : 9 568 euros
- Locaux antenne de Leforest : 6 775 euros
- Locaux antenne de Montigny : 871 euros

- Soit un total de 17 214 euros

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE 2024 CLASSE 8

861000	MISE A DISPOSITION GRATUITE DE BIENS	17 214 €	871000	PRESTATIONS EN NATURE	17 214 €
	Valorisation locaux Antenne de Rouvroy	9 568 €		Valorisation locaux Antenne de Rouvroy	9 568 €
	Valorisation locaux Antenne de Leforest	6 775 €		Valorisation locaux Antenne de Leforest	6 775 €
	Valorisation locaux Antenne de Montigny	871 €		Valorisation locaux Antenne de Montigny	871 €
864000	CONTRIBUTIONS PERSONNELS BENEVOLES	- €	870000	BENEVOLES	0,00 €
	TOTAL	17 214 €		TOTAL	17 214 €

NC : Non communiqué
Non communiqué - base montants exercices antérieurs

ANNEXE AUX COMPTES 2024

I – Fonds dédiés

SITUATIONS	Montant	Consommation de l'année 2024	7894 - Utilisation des fonds dédiés/subventions d'exploitation	Soldes des engagements à réaliser au 31.12.2024
RESSOURCES				
1. Convention Garantie Jeunes Avenant 2 n°0102.GJ.59R-15	209 697,00 €	0,00 €	0,00 €	209 697,00 €
2. Garantie Jeunes Avenant n°2 à la Convention Pluriannuelle d'Objectifs n° E.ML.62.19.03 2019	218 969,00 €	0,00 €	0,00 €	218 969,00 €
3. Avenant n°1 à la CPO signée le 21/12/2022 - Convention n°E.ML.32.23.30	432 453,39 €		432 453,39 €	0,00 €
4. Avenant n°2 à la CPO signée le 21/12/2022 - Convention n°E.ML.32.23.30 du 18/09/2024	1 201 400,00 €	694 359,41 €		507 040,59 €
TOTAUX	2 062 519,39 €	694 359,41 €	432 453,39 €	835 706,59 €

Fonds antérieurs à 2024 non consommés : 428 666 €uros.

Avenant n°2 à la convention n°0102.GJ.59R-15 : 209 697 €

Au 31/12/2019 les 327 bénéficiaires qui étaient rattachés à la convention sont sortis du dispositif. Le solde de la subvention non consommé a fait l'objet d'une comptabilisation en fonds dédiés.

Avenant n°2 à la convention pluriannuelle d'objectifs n° E.ML.62.19.03 : 218 969 €

Une subvention exceptionnelle avait été instaurée fin 2019 afin d'accompagner le passage des Missions Locales à une gestion globalisée et annuelle des crédits versés par l'Etat dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs qui intégrait le financement de la Garantie Jeunes.

La subvention avait fait l'objet d'une comptabilisation en fonds dédiés (recommandation DGEFP).

Les périodes Covid et post-Covid avaient perturbées et mis en suspens une partie de l'activité. Par la suite, la proposition en 2022 d'élaborer un plan d'actions de formations triennal à destination des bénéficiaires s'est avérée trop complexe à mettre en œuvre.

Dans une gestion financière qui s'est toujours voulu rigoureuse et optimisée en termes de coûts, la structure prend acte que ces fonds n'ont pas vocation à être maintenu à son passif et qu'ils constituent soit des profits latents ou des dettes envers l'Etat en cas de non consommation.

La DREETS a validé à la demande de la DGEFP les finances 2023 avec des réserves sur la non consommation de ces fonds dédiés.

Il convient dès lors de proposer et d'engager un plan d'actions en accord avec le financeur.

II - Subvention du Conseil Régional – Soldes 2022 & 2023, subvention 2024

Convention 2022 :

Comme spécifié dans l'annexe comptable 2023, après contrôles de service fait, la Mission Locale a comptabilisé au final une perte totale exceptionnelle comparativement aux précédentes années de « 39 877,53 Euros » dont 30 972,49 Euros comptabilisés en 2023 et 8 905,04 Euros en 2024 (solde perçu en avril 2024 et complément reversé en décembre 2024).

Convention 2023 :

La structure avait estimée un écart d'environ - 5 000 Euros, telle qu'antérieurement à 2022. Après le 1^{er} niveau de contrôle de service fait qui s'est achevé début décembre 2024 le montant de la perte s'élevait à 7 152 Euros. Un deuxième niveau de contrôle et la mise en paiement du solde fin février 2025 porte le montant à 13 552 euros.

Convention 2024 :

La structure a évalué au plus juste possible une dépréciation potentielle pour un montant de 12 619 Euros. Cette somme a été comptabilisée en « 681740 Créances Financeurs ». L'association ne peut cependant se substituer au contrôle du financeur qui interviendra au plus tôt à compter de juillet 2025.

Le financeur n'établit aucun retour afin d'informer l'association sur la nature des retenues opérées lors des contrôles de service fait.

III – Résultat 2024

Le résultat net s'élève à 319 323,24 Euros.

Les principaux éléments concourants au résultat excédentaire comparativement au budget prévisionnel 2024 estimé à 2 987 897 Euros portent notamment sur :

- la variation des produits : + 6,48% dont + 133 600 Euros sur les produits d'exploitation et + 56 744 Euros sur les produits exceptionnels,
- la variation des charges : - 4,21% soit - 125 716 Euros dont - 147 994 € sur les charges d'exploitation et + 22 279 Euros sur les charges exceptionnelles.

Précisions sur les produits :

Deux principales variations qui portent d'une part sur la subvention Etat Contrat Engagement Jeunes avec l'atteinte des objectifs d'entrées à 99% soit + 136 400 Euros et d'autre part la reprise de provisions réglementées pour 56 112 Euros.

Ces reprises de provisions concernent un litige salarial + 15 620 Euros et la provision retraite suite aux départs de deux salariés cumulant de l'ancienneté : + 40 492 Euros.

Précisions sur les charges :

Trois principales variations dont deux postes de dépenses concernant l'action mobilité « - 15 297 € » et les formations SST pour le CEJ « - 38 557 € » ainsi que la masse salariale : « - 133 877 € » (départ du Directeur au 31 mai et 1,83 postes non recrutés sur des fonctions de CISP & Emploi).